

PARTOUT ATTAQUÉS, LES RETRAITÉ·ES RÉSISTENT

Pour rembourser les dettes monstrueuses contractées auprès des banques avec la crise qui dure depuis 2008, les gouvernements instaurent partout l'austérité.

Sans doute, appliquant les directives des institutions internationales du capital, FMI, Banque mondiale, OCDE, Union européenne, pensent-ils que les retraité·es - ne pouvant pas bloquer l'économie par la grève - sont une proie plus facile...

La réalité montre que les retraité·es n'acceptent pas le sort qu'on leur réserve. D'une façon ou d'une autre, la pension de retraite, quand elle est financée par des cotisations (parts employeur·e et salarié·e), est classée dans le « coût du travail » par le capital qui cherche en permanence à le baisser.

Le cas de l'Italie est emblématique de l'offensive mondiale contre les retraites. Le gouvernement Salvini - Di Maio avait annoncé une remise à plat de la réforme de 2011 (loi Fornero) qui repousse à 67 ans l'âge légal dès 2019 et baisse les pensions ; loi qui obligerait des centaines de milliers de salarié·es à travailler jusqu'à 70 ans. Il avait l'intention de ramener de 65 à 62 ans la possibilité de départ à la retraite avec 38 annuités (400 000 sont concernés), pour un coût de 7 milliards € ; et d'instaurer un « revenu de citoyenneté » de 780 €/mois pour

chômeur·ses et retraité·es qui n'ont que le minimum de 400 €/mois. La Commission européenne a alors ordonné au gouvernement italien de « réduire le poids de la dépense publique destinée aux pensions de vieillesse » et l'a menacé de sanctions. Le FMI déclare « *en Italie, les réformes des pensions des années passées doivent être préservées* ».

La Grèce subit les conséquences de plus de 12 réformes des retraites imposées par la Troïka. Depuis 2011, les pensions de retraite ont baissé de 50 % avec un minimum tombé à 345 €. Le salaire minimum est passé de 750 € en 2010 à 586 € cette année, le chômage est à 20 %, 40 % chez les moins de 25 ans. Dans de nombreuses familles, le seul revenu est la pension de retraite des grands parents, plus du tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, 500 000 jeunes diplômé·es ont émigré. Voilà où le capital veut conduire tous les peuples.

En Russie, une loi (en cours d'adoption) bouleverse la règle datant de 1932 : les femmes devront travailler jusqu'à 63 ans au lieu de 55, les

hommes jusqu'à 65 ans au lieu de 60, au nom de la baisse de la dépense publique. Devant les protestations, Poutine a concédé 3 ans de moins pour les femmes, donc 60 ans. Le 9 septembre dernier, des manifestations ont eu lieu dans toutes les grandes villes, en particulier à l'appel de la centrale syndicale KTR (2 millions de membres). La centrale « officielle » FNPR (20 millions de membres) soutient la « réforme ».

En Suède [1] où le système à deux piliers, un par comptes notionnels (cotisations définies et 47 ans de travail à temps plein pour avoir le taux plein), le second par capitalisation, sévit depuis 1995, des manifestations se succèdent depuis plusieurs années pour l'augmentation des pensions et pour pouvoir partir à 65 ans sans décote.

En Belgique, devant l'ampleur du rejet, le gouvernement a renvoyé *sine die* l'examen du projet de loi de retraites à points prévu pour entrer en vigueur en 2025. En particulier, le 16 mai dernier, à l'appel des trois centrales FGTB, CSC et CGSLB, 70 000 personnes avaient manifesté à Bruxelles contre le projet de loi. Une victoire !

Il n'est donc pas étonnant que les retraité·es se mobilisent pour sauvegarder les droits conquis par des décennies de lutte de classes, face à la politique destructrice de tous les gouvernements. La fragilité de ces derniers, exposée au grand jour, ne peut qu'encourager la résistance. C'est notre travail que d'organiser cette dernière.

Philippe Bouyries

[1] pour des détails, voir Le Lien n° 191 de juin 2017, page 21.

